Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2019-42** **17/01/2019**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 8

Objet : Appel à candidatures : 08 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence française pour la biodiversité :

- 1 poste de directeur adjoint /chef du service police-appui technique (catégorie A+) (H/F) à Compiègne (60).
Date limite de candidature : 11 février 2019.

- 1 poste de ingénieur Service Police (catégorie A) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 11 février 2019.

- 1 poste de chef de projet services publics d'eau et d'assainissement (catégorie A) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 11 février 2019.

- 1 poste de ingénieur de production et valorisation des connaissances (catégorie A) (H/F) à Cesson Sévigné (35).
Date limite de candidature : 14 février 2019.

- 1 poste de chargé des contrats (catégorie B) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 15 février 2019.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste d'ingénieur(e) spécialiste « administrateur(trice) de la base de données sanitaires de la faune » EPIFAUNE (F/H) (Catégorie A) à Orléans (45).
Date limite de candidature : 28 janvier 2019.

L'Agence des services de paiements :

- 1 poste de de chef(fe) adjoint au service gestion administrative et paie (H/F) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 15 février 2019.

Établissement public du Marais poitevin :

- 1 poste de chargé de mission : règles de gestion de l'eau (catégorie A) (H/F) à Luçon (85).
Date limite de candidature : 30 avril 2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A+
Fonction :	**Directeur adjoint /chef du service police-appui technique (h/f)**
Affectation :	Direction interrégionale Hauts de France Normandie
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Directeur interrégional
Résidence administrative :	Compiègne (60)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

La création de l'AFB apporte des évolutions en ce qui concerne l'animation territoriale avec les partenaires locaux. La loi biodiversité envisage la création d'agences régionales de la biodiversité (ARB), conjointement entre les régions et l'AFB. Les forces et les compétences de l'AFB, seront par ailleurs conjuguées avec celles de l'ONCFS pour créer un nouvel établissement public administratif en 2020.

La Direction interrégionale Normandie-Hauts de France s'étend sur les bassins hydrographiques d'Artois Picardie et de Seine Normandie, et 2 régions (Hauts de France et Normandie). Elle regroupe 10 départements sur 62 000 km2. Avec une population de 9,3 millions d'habitants, ces deux régions représentent 14 % de la population française et 11 % du PIB national. Ces deux régions sont dotées d'un chevelu dense de cours d'eau, d'une frange littorale importante (603 km en Normandie, 165 km en Hauts de France), de milieux remarquables et de milieux dégradés, et d'une forte activité agricole et industrielle.
Son effectif est composé d'environ 75 agents, répartis sur 10 sites.

Description du poste :

Mission :

Le directeur adjoint / chef du service appui technique seconde le directeur interrégional pour l'exercice de ses missions et est responsable du service police – appui technique de la direction interrégionale.

Il assure la représentation du directeur dans des réunions et instances officielles (MISEN stratégiques, Comités de bassin et autres instances avec les DREALs et agences de l'eau, rencontres avec les parquets généraux …).

Il l'assiste dans la mise en œuvre et le conseille dans l'établissement de la stratégie territoriale. Il participe à la mise en œuvre de la stratégie générale de l'établissement, accompagne la déclinaison du Contrat d'Objectifs de l'établissement et des orientations nationales.

Il appui le directeur dans les missions de pilotage administratif, budgétaire, comptable et logistique,, dans la déclinaison de la programmation d'activité, dans la gestion des risques RPS.

Il l'assiste plus spécifiquement sur le développement des partenariats sur la région des Hauts de France.

L'adjoint assure l'intérim du directeur. Il dispose d'une délégation de signature.

La mission d'adjoint correspond à un investissement de l'ordre de 40% du temps, les 60% restants étant consacrés à la fonction de chef du service Police-Appui technique, composé d'un pôle contrôle (2 ETP) et d'un pôle appui technique (4 ETP).

Dans ce cadre, il pilote l'activité de son service, anime les équipes en s'assurant de la mise en œuvre concrète des priorités régionales et nationales, dans une démarche d'amélioration continue, apporte son appui opérationnel au traitement des dossiers, tout en veillant au développement des transversalités au sein de la DIR (autres service du siège de la DIR et services départementaux), au bon rapportage de l'activité de son service à la direction, et à l'appui du service aux projets collectifs.

Outre ses missions d'adjoint et la coordination des activités de police sur l'ensemble de la DIR, le directeur adjoint peut être chargé de la supervision de dossiers à forts enjeux à l'échelle régionale.

Activités principales :

Directeur adjoint :

- Seconder le directeur interrégional et assurer son intérim ;

- Participer à la mise en œuvre de la stratégie générale de l'établissement dans le cadre de la programmation d'activité de la direction interrégionale ;

- Représenter l'établissement auprès des acteurs régionaux et départementaux

- Contribuer à la préparation puis à la mise en œuvre de la fusion avec l'ONCFS, suivant les modalités définies au niveau national par le préfigurateur et les deux établissements ;

- Contribuer à la mise en place des partenariats notamment avec la région Hauts de France ;

- Contribuer à la programmation, à la coordination et au contrôle de l'activité et des moyens humains, financiers et organisationnels de la DR ;

- Piloter l'organisation du rapportage d'activité ;

- Apporter son appui au management des équipes;

- Assurer la mise en œuvre de la démarche qualité et les politiques d'hygiène et sécurité ;

- Contribuer à la communication et à la circulation de l'information en interne et envers les médias ;

- Contribuer au développement des accords de collaboration et partenariat avec les différents acteurs de la biodiversité (Etat, établissement publics, collectivités, associations, chambres consulaires…) ;

- Contribuer à la planification de bassins sur les bassins Artois Picardie (Dir coordinatrice) et Seine Normandie ;

- Accompagner la montée en compétence progressives des agents de la DIR (siège et SD) sur les champs nouveaux.

Chef du service Police –Appui technique:

- Assurer le pilotage, l'animation et le suivi des activités du service ;

- Veiller à l'appropriation, la mise en œuvre et l'évaluation des orientations, méthodes et outils développés par la direction de la police ;

- Proposer la programmation des activités en veillant à la cohérence des priorités (nationales, inter-régionales et départementales) à la faisabilité des missions ;

- Veiller à la conformité de la réalisation de la programmation, organiser la remontée de difficultés éventuelles, produire le bilan annuel d'activité police de la DR à partir des contributions des SD et USM et évaluer le dispositif ;

- Tisser et organiserdes relations privilégiées avec les services déconcentrés de l'Etat, proposer dans ce cadre les orientations prioritaires régionales de contrôle par l'AFB adaptées aux enjeux territoriaux.

- Appuyer les chefs de service départementaux et l'USM dans leurs discussions avec le DDT(M), le chef de MISEN et le chef du service de l'ONCFS pour l'élaboration des plans de contrôle départementaux, la consolidation des modalités de saisine, la finalisation de la cartographie des cours d'eau, la production de guides, plaquettes, etc.

- Encadrer la production d'avis techniques du service, émettre des avis sur certains dossiers à forts enjeux ;

-participer directement ou, pour les autres agents du service, coordonner la participation en s'assurant de la préparation amont et du rapportage, tant aux équipes régionale et le cas échéant au directeur qu'aux agents des SD concernés ;

- Proposer et le cas échéant organiser des formations à l'échelle de la direction, ou des développements/mise en commun d'outils stratégiques (IG) et de méthodes ;

- Apporter son concours aux directions thématiques du siège en participant à des groupes de travail nationaux relevant de son domaine de compétences.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Directions du siège, Chefs de départements et de projets,
- Directeurs régionaux et interrégionaux, adjoints et chefs de services
- services territoriaux et du siège de la direction
- Pôles scientifiques et techniques, groupes de travail
- Antenne de façade, Parc naturel marin

Relations externes :
- Services déconcentrés et opérateurs de l'État (DREALs, DDT-M, DIRM, agences de l'eau, ONCFS, ONF, Conservatoire du littoral, …)
- magistrats des cours d'appel et TGI
- Collectivités territoriales et leurs groupements
- Associations, bureaux d'études, CBN
- Chambres consulaires et représentations professionnelles (chambres d'agriculture, CCI…)

Profil recherché

Ingénieur des Ponts, des Eaux et Forêts, Ingénieur Divisionnaire de l'Agriculture et de l'Environnement, IDTPE, ou agent public de formation ingénieur ou universitaire et de niveau équivalent
Formation et expérience dans le domaine des milieux aquatiques, de la biodiversité et/ou de l'environnement
Expérience de l'administration et du management public, ou aptitude à développer ces compétences
Expérience managériale souhaitée.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Compétences techniques indispensables dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, connaissances souhaitées de la biodiversité terrestre et marine
- Bonne connaissance du domaine et des acteurs institutionnels de la biodiversité et de l'environnement
- Connaissance du droit de l'eau et de l'environnement
- Connaissance des politiques sectorielles (agriculture, énergie, transport,…) en lien avec l'eau et la biodiversité
- Connaissance des règles administratives et des principes de comptabilité publique

Savoir-faire opérationnel :
- Encadrer une équipe
- Animer des réunions
- Capacité d'organisation et gestion des priorités
- Conduire un projet et mobiliser une équipe projet
- Savoir communiquer, s'adapter à différents publics et négocier
- Aptitudes rédactionnelles
- Maîtrise des outils informatiques

Savoir-être professionnel :
- Sens du travail en équipe
- Capacité de synthèse
- Sens du service public, loyauté
- Autonomie et capacité de reporting
- Adaptabilité à un contexte technique et institutionnel évolutif (ouverture aux domaines de la biodiversité terrestre et marine)
- Capacités pédagogiques et de vulgarisation des sujets techniques
- Disponibilité et sens de l'écoute

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRHDFN/ADJCS/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 11/02/2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Ingénieur Service Police (h/f)**
Affectation :	Direction régionale Ile-de-France
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de Service Police
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

La Direction Régionale d'Ile de France compte deux services interdépartementaux :
- à l'est, à Melun, le SID 77-91 pour les départements de la Seine-et-Marne et de l'Essonne
- à l'ouest, à Aulnay sur Mauldre, le SID 78-95 pour les départements des Yvelines et du Val-d'Oise.

Le service police et appui à la planification couvre le territoire de Paris-Petite-Couronne (75, 92, 93, 94).

Description du poste :

Mission :

- Elaborer la stratégie régionale de contrôle de la DR IDF ;
- Superviser la coordination des activités de contrôle et d'appui technique des services de la direction via la mise en œuvre de cette stratégie ;
- Emettre des avis sur certains dossiers complexes à enjeux ;
- Encadrer les activités de niveau départemental en Paris-Petite-Couronne (PPC) avec l'appui des services interdépartementaux d'Île-de-France ;
- Suivre les données produites et valorisées par la Direction interrégionale Haut de France Normandie (DIR HDFN) et pilote les études locales de connaissances.

Activités principales :

Management :
- Contribuer au pilotage, à l'animation et au suivi des activités de contrôle ;
- Participer à la programmation d'activité de police et au suivi de sa mise en œuvre en PPC ;
- Coordonner l'activité de contrôle et d'appui technique des services interdépartementaux notamment en PPC ;
- Représenter l'établissement au niveau régional et développer des relations de partenariat avec les acteurs ;
- Seconder le Chef de service.

Contrôle des usages :
- Définir les orientations prioritaires d'une stratégie de contrôle régionale adaptée aux enjeux territoriaux ;
- Contribuer à l'élaboration et au suivi des plans de contrôle départementaux en lien avec les services de l'Etat ;
- Contribuer avec les parquets et les services de l'Etat à la définition et à la mise en œuvre des stratégies post contrôles ;
- Assurer le suivi et l'évaluation de l'activité de contrôle et veiller à la sécurité des interventions ;
- Piloter la réalisation du plan de contrôle en PPC ;
- Coordonner la capitalisation des expériences police (procédures, relationnel) en interne à la DR IDF ;
- Coordonner l'activité de contrôle de l'Agence sur l'axe Seine en lien avec la DIR HDFN et la DRIEE.

Appui technique :
- Réaliser l'instruction des dossiers techniques complexes (passes à poissons, projets grands axes fluviaux…) ;
- Organiser et collaborer à l'appui technique et juridique aux services interdépartementaux et aux acteurs sur les dossiers complexes ;
- Représenter l'établissement dans les instances locales et y apporter un appui technique et méthodologique ;
- Contribuer au suivi et à la valorisation des retours d'expérience au sein de la direction.

Connaissance des milieux :
- Elaborer les méthodologies d'études ;
- Contribuer à la mise en œuvre et au suivi d'actions expérimentales ;
- Contribuer à la valorisation de données et à l'identification des besoins au sein de la Direction.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Direction générale ;
- Directions interrégionales et régionales ;
- Directions « métiers » et services rattachés ;
- Services interdépartementaux ;
- Réseau des chefs de services, ingénieurs et techniciens « police ».

Relations externes :
- Préfets, services déconcentrés ;
- Agence de l'eau, collectivités territoriales, associations et fédérations, DDT ;
- Agence régionale de la biodiversité Ile de France ;
- Établissements publics ;
- Chambres d'agriculture ;
- Parquets ;
- Socio-professionnels.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Bonne connaissance des acteurs institutionnels de la biodiversité ;
- Connaissances du domaine de la biodiversité ;
- Connaissance du droit de l'eau et de l'environnement.

Savoir-faire opérationnel :
- Conduire un projet et mobiliser une équipe projet ;
- Négocier et s'adapter à différents publics ;

- Maitriser les modes de communication ;
- Argumenter et vulgariser des concepts et données scientifiques ;
- Utiliser le SIG.

Savoir-être professionnel :
- Forte capacité d'organisation et sens des priorités ;
- Capacité à communiquer, créativité et esprit d'initiative ;
- Forte réactivité ;
- Sens des relations publiques ;
- Capacité à gérer des conflits ;
- Disponibilité et sens de l'écoute.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRIDF/INGENIEUR/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 11 février 2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chef de projet services publics d'eau et d'assainissement (h/f)**
Affectation :	Direction de la recherche, de l'expertise et des données/ Département Systèmes d'observation et de données/ Service de la connaissance et de l'évaluation environnementales
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service de l'évaluation et de la connaissance environnementale
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Dans le domaine de l'eau, et dans le cadre des missions conférées par la loi biodiversité d'août 2016, l'AFB assure, sous tutelle stratégique du ministère en charge de l'écologie, le pilotage technique d'un observatoire des services publics de l'eau et de l'assainissement dans lequel s'inscrit le dispositif SISPEA (Système d'Information, des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement). Ce dispositif constitue l'un des systèmes d'information « métier » du SIE (Système d'Information sur l'Eau). Le dispositif SISPEA regroupe des millions de données produites par environ 23 000 utilisateurs : il vise la transparence à l'usager sur la gestion des services d'eau et d'assainissement, contribue à l'évaluation et l'amélioration de la performance des collectivités et alimente la connaissance nationale.
La bonne gestion de SISPEA repose sur un ensemble de groupes de travail dont notamment le groupe des producteur de données chargé d'établir et de faire évoluer les grands concepts du dispositif et particulièrement les définitions des indicateurs et les variables décrits en son sein.
Enfin, SISPEA est un outil multi-partenarial qui regroupe les collectivités, les Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de bassin, les Directions Départementales des Territoires (DDT) / les Directions de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) et de partenaires impliqués à des degrés divers dans la démarche (Conseils Départementaux (CD), agences de l'eau, associations de collectivités et d'exploitants, etc…)

Enfin, la 1ère phase des assises de l'eau (avril/août 2018) dédiée à l'amélioration de la gestion patrimoniale des réseaux a pointé du doigt l'importance du dispositif national SISPEA dans l'accès à la connaissance au bénéfice des politiques publiques qui s'en trouve renforcé et devra évoluer pour s'adapter aux nouveaux enjeux (extension de l'obligation de remplissage conditionnant les aides publiques proposées notamment par les agences).

Description du poste :

Mission :

1. Diriger l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement afin de contribuer à l'amélioration de la connaissance et de la performance des services et d'éclairer les politiques publiques de l'eau et, dans ce cadre :

- *Piloter techniquement et fonctionnellement le dispositif SISPEA* (Système d'Information, des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement) en relation étroite avec le MTES (DEB) qui en assure le pilotage stratégique.

2. Développer les partenariats et la mise en visibilité du dispositif ;

3. Valoriser les données du petit cycle de l'eau sous toutes les formes possibles formes.

Activités principales :

1. Diriger l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement :

• Produire, en lien avec les acteurs de l'eau du petit cycle, une expertise fondée sur la donnée et l'apport de connaissances nouvelles en appui aux politiques publiques, s'appuyant notamment sur le dispositif SISPEA, l'observatoire des procédures SAPIN et tout autre système de données produites à une échelle nationale (données DGS, ERU, INSEE, DGCL, etc) en initiant, en accompagner et, dans certains cas, en pilotant diverses études et/ou évènements ;

• Accompagner les collectivités dans l'amélioration de leur performance, au travers du déploiement d'outils de suivi, de comparaison, de diagnostic et d'aide au respect de la règlementation ;

• Répondre aux exigences gouvernementales en facilitant l'accès à des données simples et compréhensibles par tous et en défendant, partout où cela est possible, le principe DILNUF (Dites-le nous une fois) ;

• Piloter le SI métier « SISPEA », au sein du SIE :

a) Piloter techniquement le projet SISPEA

• Concevoir les expressions des besoins et valider au plan métier les spécifications techniques et fonctionnelles, générales et détaillées) des développements applicatifs de toutes les déclinaisons de SISPEA (site contributeurs, site de diffusion, application mobile), dans un objectif de réponse aux besoins des collectivités et de facilitation de l'accès aux données ;

• Animer les groupes de travail dédiés (GT utilisateurs, GT producteurs, etc.) ;

• Organiser la recette des développements applicatifs et coordonner les mises en production ;

• Veiller au bon déroulement de la maintenance des applications ;

• Veiller à la rédaction et la mise à jour des supports documentaires et pédagogiques des différents sites.

b) Piloter fonctionnellement le projet SISPEA

• Assurer, en lien avec la DEB, la coordination fonctionnelle des animateurs de bassin SISPEA positionnés en DREAL de bassin (Co-organisation d'au moins 2 réunions de coordination par an) ;

• Coordonner et animer, avec les 6 animateurs de bassin SISPEA, le réseau d'appui territorial aux collectivités (réseau des gestionnaires locaux) constitué par la centaine d'agents des DDT(M)/DEAL (30 à 40 ETP) pour la mise en œuvre et l'animation locale de l'observatoire et participer à ce titre aux réunions de bassin SISPEA organisées par les animateurs (2 par an et par secteur au minimum) ;

• Organiser auprès des animateurs et des gestionnaires locaux différentes formations au dispositif SISPEA (nouveaux entrants, nouveaux outils, traitements statistiques de base, etc.)

• Organiser, à la demande, des formations groupées aux collectivités locales ou aux conseils départementaux sur l'outil, les indicateurs ou l'assistance aux collectivités pour les RPQS ;

• Piloter l'assistance utilisateurs SISPEA de 1er niveau auprès des DDT(M)/DEAL.

2. Développer les partenariats et la mise en visibilité du dispositif de l'observatoire des SPEA :

• Faire connaitre aux partenaires internes et externes l'action AFB autour de l'observatoire et du pilotage du dispositif SISPEA ;

• Explorer, mettre en place et suivre des partenariats avec les acteurs du petit cycle de l'eau,notamment avec les associations de collectivités, d'exploitants, les conseils départementaux et les agences de l'eau ;

• Poursuivre la démarche de porter-à-connaissance du dispositif SISPEA auprès des chargés d'affaires des agences de l'eau

• Représenter l'AFB dans les instances nationales et européennes de régulation de l'eau (CNE, PANANC, OCDE, etc.),

• Faire connaitre le dispositif en intervenir dans les conférences, séminaires et formations organisés autour du petit cycle de l'eau

• Participer si nécessaire, à des échanges d'expériences informels avec des pays étrangers ;

3. Valoriser les données du petit cycle de l'eau :

• Elaborer et diffuser les rapports nationaux annuels sur l'organisation et la performance des SPEA, en appui aux politiques publiques

• En s'appuyant sur les données SISPEA et par croisement avec d'autres données du petit cycle, coordonner la production des synthèses et infographies adaptées à différents publics et différents supports (papier, web)

4. Actions diverses et transverses :

• Contribuer à l'intégration de SISPEA (SI « métier ») au sein du système d'information sur l'eau (SIE) ;

• Déployer une démarche qualité autour du référentiel SISPEA s'appuyant sur un administrateur national des données, sur les animateurs de bassin et les groupes utilisateurs.

• Etre responsable de la programmation et du suivi budgétaire de l'observatoire (dont le dispositif SISPEA)

• Contribuer à la mise en place par l'AFB de nouveaux centres de ressources (bonnes pratiques en matière de gestion patrimoniale issues des assises de l'eau, économies d'eau et à la gestion quantitative issues du rapport Bisch)

Relations liées au poste

Relations internes :

• Services du département DSOD ;
• Chargée de mission statistique économique ;
• Chefs et directeurs de projets informatiques du département des systèmes d'Informations concernés par SISPEA ;
• Partenaires internes contributeurs du projet SISPEA (Administrateur de données, chargés de valorisation et synthèse des données).

Relations externes :

• DEB, DGS (Santé), Agences de l'eau, INSEE, DGCL, CNFPT, IRSTEA, BRGM, AdCF ;
• Partenaires externes contributeurs du projet SISPEA (notamment DREAL, DDT(M)/DEAL, conseils départementaux, OIEau, AMF, FNCCR, FP2E, FDEI et autres partenaires signataires de la convention de partenariat SISPEA du 10/11/10) ;
• Prestataires des marchés informatiques pour le développement de SISPEA et de l'assistance de 1er niveau.

Profil recherché

- Expérience de plusieurs années dans le domaine du petit cycle de l'eau ;
- Bonne connaissance du contexte de gestion et de la règlementation s'appliquant autorités organisatrices en eau et en assainissement.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
• Connaissance approfondie du secteur français de l'eau et des services publics d'eau et d'assainissement (organisation, règlementation, jeux d'acteurs locaux et nationaux).

Savoir-faire opérationnel :
• Gérer un projet et fonctionner en mode « projet » ;
• Organiser et gérer des applications informatiques partagées ;
• Communiquer avec des partenaires internes et externes ;
• Animer des groupes de travail ;
• Organiser, encadrer et animer une équipe.
• Organiser et encadrer des formations techniques.

Savoir-être professionnel :
• Capacité à synthétiser et à rédiger ;
• Esprit d'initiative ;
• Méthodologie, rigueur et sens de l'organisation ;
• Sens du relationnel ;
• Aptitude à l'encadrement fonctionnel.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRED/DSOD/EAU/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 11 février 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Ingénieur de production et valorisation des connaissances (h/f)**
Affectation :	Direction interrégionale Bretagne Pays de la Loire/Service production et valorisation des connaissances
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du du Chef de service production et valorisation des connaissances
Résidence administrative :	Cesson Sévigné (35)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Description du poste :

Mission :

Produire des documents de connaissance à destination des acteurs chargés de la mise en œuvre des politiques publiques à partir de la valorisation des données sur les milieux aquatiques, la biodiversité et leurs pressions. Valoriser les données d'écologie aquatique, de biodiversité, d'hydro-morphologie et de pressions-impact dans le cadre défini par la DCE et du plan national en faveur de la biodiversité. Participer à l'analyse des fonctionnements et dysfonctionnements des écosystèmes aquatiques, en relation avec les impacts des usages, réaliser des missions de diagnostic et de recherche des causes des altérations, valoriser les constats.

Participer à l'encadrement des acquisitions de données de thermie, d'ichtyologie et hydromorphologie et de biodiversité.

Coordonner localement les projets de suivis de la thermie, des espèces exotiques envahissantes et patrimoniales.

Administrer localement les bases de données de la thermie, d'ichtyologie.

Apporter par la production et diffusion de documents de valorisation un appui aux acteurs chargés de la gestion des milieux naturels.

Activités principales :

- Valoriser et administrer les bases de données concernant l'ichtyologie, l'hydro-morphologie, la thermie, en :

  • gérant, et traitant les données, en particulier celles recueillies par l'AFB : ichtyologie, thermie ;

  • contrôlant et vérifiant la cohérence et la qualité des données ;

  • valorisant ces données pour éclairer les politiques territoriales de préservation et de restauration de l'eau et de la biodiversité.

- Encadrer localement le projet de suivi thermique des milieux aquatiques.

- Encadrer régionalement les projets de suivis des espèces exotiques envahissantes et patrimoniales.

- Participer à l'encadrement d'opérations d'acquisition de données sur l'ichtyologie, la morphologie et la biodiversité en application des protocoles de l'Etablissement.

- Participer au suivi des prestataires externes des réseaux ichtyologie.

- Développer des collaborations avec les partenaires régionaux et départementaux en matière d'échanges, de valorisation et de diffusion des données et représenter l'AFB au niveau régional dans les groupes de travail régionaux, notamment en lien avec les ARB /ORB.

- Contribuer à la formation des agents.

- Participer à des groupes de travail nationaux avec la direction.

- Contribuer aux expérimentations et à l'élaboration de nouveaux protocoles en lien avec la Direction de la recherche et expertise (DREC-AFB). Faire remonter les besoins régionaux en matière de R&D.

- Assurer un encadrement fonctionnel du personnel qui participe aux missions placées sous sa responsabilité

Relations liées au poste

Relations internes :
- Direction interrégionale
- Services départementaux
- Directions du siège et services rattachés.
- Etablissements rattachés
- Réseau des ingénieurs et techniciens connaissances

Relations externes :
- Services et opérateurs de l'Etat, Agences de l'eau, collectivités territoriales, Observatoires régionaux de la biodiversité, agence régionales de la biodiversité, fédération de pêche.
- Chambres consulaires, associations, gestionnaires d'espaces naturels
- Bureaux d'études, prestataires

Profil recherché

De niveau bac +3 à bac +5.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissance de l'écologie des milieux aquatiques, de l'hydromorphologie, des concepts de biodiversité
- Maitrise de l'administration et de l'analyse de données et bonnes connaissances en modélisation
- Connaissance des acteurs et du système d'information sur l'eau et biodiversité

Savoir-faire opérationnel :
- Analyser des données multiples et complexes
- Administrer, requêter les bases de données, construire des projets SIG.
- Connaître les techniques d'échantillonnage en ichtyologie, des biostatistiques, de l'analyse de données et de la modélisation
- Intervenir en réunion et prendre la parole en public
- Synthétiser des publications scientifiques en anglais
- Argumenter et vulgariser des concepts et données scientifiques

Savoir-être professionnel :
- Autonomie
- Esprit d'initiative
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Très bonnes capacités rédactionnelles
- Qualités relationnelles et de travail en équipe
- Capacité à nouer des partenariats et de travail en mode projet

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRBPL/IPVC/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 14/02/2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie B
Fonction :	**Chargé des contrats (h/f)**
Affectation :	Secrétariat général/Département ressources humaines/Service politique de l'emploi et des compétences/Pôle contrats et carrière
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de pôle
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Description du poste :

Mission :

Assurer la gestion administrative des recrutements des agents fonctionnaires et contractuels (hors agents et techniciens de l'environnement) dans le respect des règles statutaires et de gestion interne et en relation étroite avec les administrations d'origine et le ministère de tutelle.

Assurer le suivi administratif des mobilités (prise en charge des actes liés à la mobilité des fonctionnaires et des contractuels (hors agents et techniciens de l'environnement) et des départs (pour les agents contractuels).

Assurer la gestion administrative des recrutements d'emplois aidés, des apprentis et des stagiaires.

Activités principales :

1. Recrutement des fonctionnaires :
Gestion des différentes situations de recrutement (détachement sur contrat, sur corps, PNA) selon les règles statutaires, de gestion interne et en relation avec les administrations d'origine et le ministère de tutelle ;
Constitution des dossiers pour passage en CAP et suivi des résultats ;
Contrôle des arrêtés réceptionnés ;
Rédaction de l'ensemble des actes relatifs au recrutement (contrats, décisions de rémunération) ;
Présentation des dossiers au contrôleur budgétaire (pièces justificatives et exposé des motivations) ;
Création des dossiers sur le logiciel RH et classement des pièces dans le dossier individuel dématérialisé ;
Suivi des échéances des détachements et instruction des renouvellements.

2. Recrutement des agents contractuels « quasi statut » et intérimaires :
Etablissement des contrats de recrutement selon les motifs adéquats dans le respect des règles statutaires et des notes de gestion interne, et les actes annexes (décisions de rémunération le cas échéant) ;
Présentation des dossiers au contrôleur budgétaire (pièces justificatives et exposé des motivations) ;
Création des dossiers sur le logiciel RH et classement des pièces dans le dossier individuel dématérialisé ;
Suivi des échéances des contrats et instruction des renouvellements ;
Gestion des intérimaires (suivi des contrats, des déclarations des heures travaillées) en lien avec la secrétaire de direction de la DRH (en charge du paiement des factures).

3. Gestion des mobilités :
- Etablissement des décisions de mobilité internes à l'établissement ;
- Pour les fonctionnaires solliciter les arrêtés de changement d'affectation auprès des administrations d'origine;
- Définition des impacts en terme de rémunération et, le cas échéant, prise des actes nécessaires à la rémunération (avenant au contrat, décision portant évolution du régime indemnitaire…) ;
- Instruction des demandes d'IFCR (indemnité de fonction et de changement de résidence).

4. Gestion des départs :
Instruction des départs des agents détachés sur contrat ou contractuels (fin de contrat, démission) : courriers aux agents et aux administrations d'origine le cas échéant, établissement des décisions de fin anticipée de contrat.

5. En cas d'absence de l'assistant de gestion des contrats : gestion des dossiers de recrutements des agents en CDD (pour faire face à un besoin temporaire), des emplois aidés, des apprentis, … :
- Etablissement des dossiers de recrutement (contrats, fiche financière, constitution du dossier administratif, déclaration…), en lien avec les services recruteurs et les autres secteurs du département RH (paie notamment) ;
- Suivi des échéances des contrats et gestion des demandes de renouvellement ou bien les fins de contrat.

6. Le chargé de contrat est référent pour le pôle contrats carrière des procédures de recrutement des stagiaires et intérimaires : Suivi du budget intérim, coordination de la gestion des stages (dans le cadre d'un projet de décentralisation auprès des directions régionales).

Pour une bonne continuité de l'activité du pôle contrats carrière, le chargé de contrats peut être amené à assurer un soutien auprès de ses autres collègues chargé de contrats en cas d'absence ou de surcharge temporaire d'activité.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Pôle pilotage des moyens et service « gestion administrative de la paie » au sein du département RH ;
- Direction générale, directions métiers et directions régionales ;
- Services départementaux ;
- Agents.

Relations externes :
- Services du Contrôle financier ;

- MTES ;
- Autres ministères et administrations d'origine des agents recrutés ;
- Pôle emploi ;
- Agences d'intérim ;
- Candidats.

Profil recherché

- Expérience en gestion administrative des ressources humaines souhaitée ;
- Bonne connaissance du statut de la fonction publique.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissance de la réglementation en matière de recrutement et de mobilité ;
- Connaissance de la paie (notions) ;
- Connaissance du statut de la fonction publique et notamment de la carrière ;
- Connaissance de l'organisation administrative et du fonctionnement de l'établissement.

Savoir-faire opérationnel :
- Savoir organiser son travail et hiérarchiser les priorités ;
- Savoir rendre compte ;
- Maitriser les outils bureautiques.

Savoir-être professionnel :
- Méthodique ;
- Organisé ;
- Autonome ;
- Capacités rédactionnelles ;
- Sens des relations humaines.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRH/CONTRAT/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 février 2019

OFFRE d'EMPLOI n°19-02-DRE 11/01/19

La Direction de la recherche et de l'expertise (DRE) de
l'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE

RECRUTE

Ingénieur(e) spécialiste « Administrateur(trice) de la base de données sanitaires de la faune » EPIFAUNE (F/H)

Au sein de la DRE, l'unité sanitaire de la faune (USF) anime et exerce la responsabilité scientifique du réseau SAGIR, dispositif national de surveillance sanitaire de la faune sauvage, crée en 1986 (« surveiller pour agir ») qui s'intéresse au suivi des effets cliniques aigus d'agents pathogènes circulant chez les oiseaux et mammifères sauvages terrestres, dans l'acceptation la plus large du terme, i.e. intégrant les agents infectieux, parasitaires comme toxiques.

Le réseau SAGIR est doté d'une base de données (BDD) dédiée, EPIFAUNE qui repose sur la collaboration entre l'ONCFS et des Fédérations des chasseurs. Toutes les données récoltées, saisies dans cette base de données dématérialisée permettent de gérer les données de surveillance événementielle de la faune sauvage et de centraliser en temps « réel » des données sanitaires harmonisées et structurées de la faune sauvage issues du réseau SAGIR et des réseaux partenaires de l'ONCFS, en respectant la propriété intellectuelle des données.

Sous la responsabilité de la responsable scientifique du réseau SAGIR, l'administrateur(trice) de la base EPIFAUNE est chargé(e) de l'ensemble des activités à mener pour assurer la bonne gestion d'une BDD, de l'animation et la formation des utilisateurs à l'administration informatique.

Il (elle) assure le rôle de chef(fe) de projet, conduit les travaux de développement de la BDD (mise en œuvre du marché de développement à venir) et anime les débats sur les évolutions organisationnelles et fonctionnelles du réseau d'acteurs impliqués. Il (elle) assiste la cheffe du pôle SAGIR et le chef d'unité dans la conduite du projet de gestion des données du méta-réseau SYLVATUB.

Nature de l'emploi

Poste vacant, basé à Orléans (45) - A pourvoir à compter du 11 février 2019 - Catégorie A – Temps plein
A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement

Profil recherché

Etre titulaire d'un diplôme de docteur vétérinaire est requis. Un diplôme type Master 2 valorisable en éco-pathologie de la faune sauvage (épidémiologie, éco-toxicologie…) serait un plus.
Une expérience de travail en partenariat avec des organismes institutionnels, associatifs et gestionnaires est attendue.
Connaissances approfondies en pathologie vétérinaire, en particulier sur les aspects cliniques et en anatomo-pathologie, de même qu'en épidémiologie sur les espèces d'oiseaux et de mammifères sauvages. Expérience dans le diagnostic des pathologies de la faune sauvage.
Connaissance et maîtrise de bases des données relationnelles et de logiciels usuels d'analyse statistique et décisionnels.
Forte capacité à travailler en équipe et en réseau avec des publics variés (bénévoles, scientifiques, gestionnaires, décideurs, …).
Maîtrise du management de projet et de personnes (pilotage de projet et animation de groupe de travail).
Capacités rédactionnelles (publications appréciées).
Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue.
Discrétion professionnelle, pratique des règles déontologiques de la communauté scientifique et sens de la diplomatie.

Conditions particulières

Déplacements fréquents au niveau national et occasionnellement à l'étranger.

Activités principales

Apporter une assistance aux utilisateurs à distance (« hot-line », rédaction de tutoriels).

Administrer la base (gestion des users, des plans d'analyses, anomalies, paramétrages…).

Apporter une assistance au pilotage et participer aux actions prévues par le marché de développement de la base (à venir), ainsi que des projets de gestion des données de SYLVATUB et de Parcs Nationaux, il s'agit notamment de :
Participer à la mise en œuvre opérationnelle des échanges de données informatisées, en tenant compte de l'arrivée du nouveau standard e-Labs • Contribuer à l'évolution des protocoles harmonisés d'autopsie et des référentiels • Participer à la définition et la mise en œuvre d'une stratégie d'intégration de nouveaux partenaires et l'animation d'un Copil • Mettre en œuvre le plan d'action défini par le Copil EPIFAUNE pour assurer l'intégration et la gestion des données des Parcs Nationaux et de SYLVATUB • Participer à l'exploitation des données et à l'automatisation des bilans sanitaires • Participer à la réflexion sur les indicateurs de fonctionnement du réseau et d'Epifaune et à l'automatisation de requêtes pour identifier les erreurs de saisie • Participer à des tests de nouvelles fonctionnalités ou versions de modules.

Contribuer à la saisie des données d'autopsie et d'analyses des dossiers « papiers » restant en attente d'intégration : Proposer aux laboratoires des synthèses lésionnelles correspondant à leurs comptes rendus d'autopsies et d'analyses • Consolider les données (correction et apport de données manquantes).

Participer à l'automatisation de rapports et d'alertes et à l'exploitation et la valorisation scientifique des données.

Contribuer à la formation et l'animation des utilisateurs (lors des sessions de formation destinées aux acteurs de terrain et laboratoires).

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
M. Jean-Yves CHOLLET, Chef de l'Unité sanitaire de la faune, au 01 30 46 60 24 ou par courriel à jean-yves.chollet@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 28 janvier 2019, -** terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Pour une demande de mutation interne, joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement (ASP)

Direction des ressources humaines

2 rue du Maupas - 87040 Limoges

Chef(fe) de service adjoint - Service gestion administrative et paie

(résidence administrative à Limoges)

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : 18626

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 1</td><td>Groupe RIFSEEP (filière administrative) ASP : 3</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste susceptible d'être vacant / SREPES</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-Bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.

La Direction des ressources humaines est chargée du recrutement, de la gestion administrative des carrières, de la paie, de l'accompagnement des agents fonctionnaires et contractuels. Elle veille à l'adaptation des compétences des agents liées aux évolutions de l'établissement.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>A titre principal seconder le chef de service. Coordonner les activités du service, encadrer et animer les équipes et plus particulièrement celle de Montreuil.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>- Manager l'équipe présente sur les sites de Limoges et de Montreuil (4 agents) – prévoir 1 à 2 jours par semaine à Montreuil en alternance avec le chef de service ;
- Superviser la gestion administrative et la paie des agents, la gestion du chômage et la gestion des charges sociales ;
- Assurer la mise en œuvre de toutes les évolutions réglementaires dans le SIRH ;
- Veillez au traitement et suivi des dossiers sensibles ;
- Assurer le lien entre la hiérarchie et les collaborateurs ;
- Contribuer à la mise en œuvre du nouveau SIRH ;</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Assurer la mise en œuvre du contrôle interne et effectuer les contrôles de supervision ;
- Signer ou valider tout acte de gestion sous réserve des habilitations et délégations délivrées.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne : directions du siège, directions régionales, agents
En externe : ministère de l’agriculture et autres structures</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Rigueur ;
- Connaissance du statut des fonctionnaires
- Méthode et organisation ;
- Capacité d’adaptation ;
- Connaissance des outils bureautiques.</td><td>- Capacité à animer une équipe ;
- Capacité à rendre compte ;
- Sens des responsabilités et du travail en équipe.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les dossiers de candidature constitués d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement à :

Olivier LACOMBE – directeur des ressources humaines – Tél. : 05 55 12 00 53 – olivier.lacombe@asp-public.fr
Sylvie HOUDRE-DUBOIS – directrice adjointe des ressources humaines – Tél. : 05 55 12 00 57 – sylvie.houdre-dubois@asp-public.fr
Valérie DESBORDES – service gestion administrative et paie – Tél. : 01 55 12 00 68 – valerie.desbordes@asp-public.fr
Carole BEYSSAC – conseillère mobilité carrière – DRH/Service emploi, évolution et compétences - Tél. : 05 55 12 00 87 - mobilite@asp-public.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 février 2019.</td></tr>
</table>

Etablissement public
du Marais poitevin

Fiche de poste

Intitulé du poste	**Chargé de mission : Règles de gestion de l'eau**
Domaines	Territoire et développement durable
Modalités d'affectation	Position normale d'activité (fonctionnaire), CDD de 3 ans (statut d'agent public) ; ouvert aux contractuels relevant du quasi-statut
Catégorie statutaire	Cadre A
Localisation	Luçon (Vendée)
Contexte	Prévu par la loi Grenelle 2, l'Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) a été créé par le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011. Il intervient dans le domaine de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur tout le bassin versant du Marais poitevin (640 000 ha, 2 régions, 4 départements). L'équipe en place comprend 8 personnes qui travaillent en étroite concertation pour réussir cette mission de conciliation d'enjeux antagonistes sur un territoire complexe et très sensible. Davantage d'informations sur le site de l'EPMP : http://www.epmp-marais-poitevin.fr/
Vos activités principales	- Piloter le processus d'élaboration de règlements d'eau sur la zone humide : animation des groupes de travail géographique, propositions de fuseaux, expérimentation et propositions d'arrêtés préfectoraux. - Elaborer, animer et suivre les projets de contrats de marais en concertation avec les syndicats de marais et les partenaires. - Elaborer, animer et suivre les protocoles de gestion de l'eau - Réviser les accords de niveaux d'eau existants. - Elaborer la stratégie foncière de l'établissement, piloter sa mise en œuvre et coordonner les acteurs fonciers - Piloter le contrat territorial milieux aquatiques cadre : suivi, animation, évaluation, élaboration du CTMA cadre - Suivre les contrats territoriaux milieux aquatiques opérationnels présents sur le territoire - Assurer la budgétisation et les demandes de subvention des différentes actions
Profil	Formation bac +5 spécialisée en gestion des milieux aquatiques et en agroenvironnement (Master 2 ou ingénieur), expérience sur un poste similaire souhaitée
Compétences principales mises en œuvre	- Techniques et réglementation dans les domaines de l'agriculture et de l'eau. - Aménagement du territoire et gestion de l'environnement, en particulier sur les milieux aquatiques et les zones humides. - Informatique et systèmes d'information géographique. - Gestion de crédits publics. - Environnement institutionnel et professionnel (une connaissance du territoire sera un avantage). - Conduite de projets et marchés publics. - Sens des relations humaines et du travail en équipe, fortes capacités d'animation.
Durée du poste	3 ans
Environnement professionnel	- Au sein d'un établissement public de l'Etat, l'agent sera placé sous l'autorité du directeur - Il sera amené à travailler en étroite collaboration avec les autres responsables de projets dans le domaine de l'eau et de la biodiversité
Qui contacter ?	Johann LEIBREICH, directeur Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) 1, rue Richelieu - 85 400 Luçon johann.leibreich@epmp-marais-poitevin.fr - Tél : 02 51 56 56 21
Date indicative de prise de fonction	1er août 2019
Date limite de dépôt des candidatures	30 avril 2019
Pièces à fournir	CV et lettre de motivation